

LU POUR VOUS

Comment la diplomatie belge s'est politisée

Si chaque round de nomination d'ambassadeurs belges à l'étranger donne lieu à d'intenses tractations entre partis politiques, il n'en a pas toujours été ainsi. Au contraire même. Pendant longtemps, les membres du corps diplomatique, généralement d'origine aristocratique, regardaient la politique politicienne avec un certain dédain. Ce n'est qu'à partir des années 70 et 80 que sont apparues les nominations politiques.

La façon dont s'est opéré ce changement est racontée par Vincent Delcorps, historien à l'UCL, dans un ouvrage introduit par

Etienne Davignon, lui-même un pur produit des Affaires étrangères où il a commencé sa carrière dans les cabinets Spaak et Harmel. La politisation constitue un thème parmi d'autres de cet ouvrage qui balaie l'histoire de la diplomatie belge de 1944 à 1989.

«Dieu merci, en Belgique jusqu'à présent, les nominations à l'étranger ne font point l'objet des marchandages des partis comme chez nos amis français», écrivait en 1957 l'ancien ministre Marcel-Henri Jaspar. Sauf qu'au moment d'écrire ces lignes, ses amis libéraux tentaient d'obtenir pour lui l'ambassade de Londres. Au final, le poste est allé à un autre diplomate, sur recommandation du roi Baudouin.

Précision de Vincent Delcorps: «Dans ce cas, il est évident que, derrière Baudouin, c'est son père qui est à la manœuvre.»

En 1967, Pierre Harmel signale au conseil des ministres que «le personnel diplomatique commence à se faire appuyer pour obtenir des pro-

Ce qui intéresse les partis, c'est l'accès à des informations privilégiées.

motions». Il regrette le procédé et «invite ses collègues à s'abstenir». Peine perdue, car le mouvement est en marche. Ainsi, en 1972, Werner de Mérode demande au Premier ministre Gaston Eyskens de défendre sa nomination au Saint-Siège.

Si les soutiens politiques se généralisent, ils tendent aussi à s'organiser. L'arrivée d'Henri Simonet à la rue des Quatre-Bras en 1977 donne au processus un coup d'accélérateur décisif. «Pour la première fois, le ministre des Affaires étrangères prend l'habitude de consulter les présidents de partis de la majorité avant de procéder aux nominations importantes», note Vincent Delcorps.

À l'aube des années 1980, une majorité de diplomates disposent d'une carte de parti. Par conviction? «Pas toujours, souvent par opportunisme», précise Vincent Delcorps. Sur papier, rien n'a changé: le conseil de direction fait les propositions, le ministre prend les décisions et le Roi signe les arrêtés. Dans les faits cependant, les pressions et les dosages interviennent à différents moments. Le procédé est critiqué par la presse et les agents de carrière, rarement par les parlementaires. Antoinette Spaak fait exception lorsqu'elle interpelle Leo Tindemans en 1987 sur une évolution qu'elle juge «très regrettable».

Les agents du corps diploma-

tique parviennent néanmoins à conserver une grande indépendance d'esprit. Ce qui pose la question de l'intérêt pour les partis de téléguider les nominations. Pour Vincent Delcorps, ce qui intéresse les partis, c'est principalement l'expertise de certains diplomates et l'accès à des informations privilégiées.

J-P.B.

«Dans les coulisses de la diplomatie», Vincent Delcorps, Presses universitaires de Louvain, 654 p., 45 euros.

